

**Grande interpellation avec demande de réponse écrite et débat G-000008/2018  
à la Commission (Vice-Présidente / Haute Représentante)**

Article 130b du règlement

**Anders Primdahl Vistisen, Pavel Telička, Péter Niedermüller, Heinz K. Becker, Frédérique Ries, Jozo Radoš, Nadja Hirsch, Wolf Klinz, Gérard Deprez, Robert Rochefort, Renate Weber, Marietje Schaake, Igor Gräzin, Norica Nicolai, Ilhan Kyuchyuk, Dominique Riquet, Jean Arthuis, Bernd Kölmel, Joachim Starbatty, Kristina Winberg, Peter Lundgren, Jan Zahradil, Ruža Tomašić, Bas Belder, Richard Sulík, Raffaele Fitto, Kosma Złotowski, Laurențiu Rebega, Karol Karski, Anna Elżbieta Fotyga, Hans-Olaf Henkel, Ryszard Antoni Legutko, Lorenzo Cesa, Anders Sellström, Željana Zovko, Patricija Šulin, Tomáš Zdechovský, Marijana Petir, José Inácio Faria, Antonio López-Istúriz White, Fulvio Martusciello, Esteban González Pons, Milan Zver, Monika Hohlmeier, Cristian Dan Preda, Stefan Gehroid, Traian Ungureanu, Tunne Kelam, Ramona Nicole Mănescu, Anna Záborská, Elisabetta Gardini, Lukas Mandl, James Carver, Monika Beňová, Andi Cristea, Theresa Griffin, Pina Picierno, Boris Zala, Doru-Claudian Frunzulică, Dan Nica**

Objet: VP/HR - Récentes activités terroristes de l'Iran sur le territoire européen

Le 30 octobre 2018, Copenhague a accusé les services de renseignement iraniens de planifier un assassinat sur le sol danois. Le Premier ministre, Lars Løkke Rasmussen, a qualifié ces actes de «totalement inacceptables» et a fait savoir que des mesures contre l'Iran seraient discutées au sein de l'Union.

L'attentat déjoué au Danemark n'est que le dernier d'une série de projets d'attentats orchestrés par l'Iran en Europe cette année. En janvier dernier, la police allemande a mené des perquisitions concernant dix agents iraniens soupçonnés d'avoir espionné de potentielles cibles terroristes israéliennes et juives, notamment des écoles maternelles juives. En janvier également, l'Allemagne a convoqué l'ambassadeur de l'Iran à Berlin au lendemain de la condamnation d'un homme pakistanais, accusé d'avoir espionné et tenté d'assassiner, pour le compte de l'Iran, un homme politique allemand. Le 10 octobre, la Belgique a condamné un diplomate iranien accrédité en Autriche pour avoir projeté d'organiser un attentat à la bombe en France. La veille déjà, la Tchéquie avait intercepté une cyberattaque d'espionnage menée par le Hezbollah, agissant pour le compte de l'Iran. En outre, selon les rapports publics des services de renseignement allemands, Téhéran utilise les mosquées comme un «instrument de l'État iranien» dans le but «d'exporter la révolution iranienne».

1. L'Union reconnaît-elle que les groupes terroristes iraniens et les groupes chiites qui agissent à la demande de l'Iran, tels que le Hezbollah, constituent une menace pour la sécurité européenne?
2. Pourquoi le SEAE n'a-t-il pas condamné publiquement les récents attentats déjoués, ou tout au moins pourquoi n'a-t-il pas exprimé sa solidarité avec les États membres visés? Pourquoi l'ambassadeur iranien auprès de l'Union n'a-t-il pas été convoqué? Quelles actions l'Union entreprend-elle, le cas échéant, afin de restreindre les activités criminelles et terroristes de l'Iran en Europe?
3. L'Union envisage-t-elle d'interdire purement et simplement le Corps des gardiens de la révolution islamique et le Hezbollah afin de dissuader l'Iran de perpétrer de nouvelles attaques en Europe?